



Un nouveau programme d'investissements agricoles pour la CEDEAO

mardi 27 décembre 2016, par Burkinapmepmi.com

Composée d'une dizaine de responsables et leaders de réseaux d'organisations non étatiques impliqués dans le suivi des politiques agricoles et de sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest, la délégation a évoqué, entre autres préoccupations, les orientations et contenu du Programme d'investissements agricoles et de sécurité alimentaire et nutritionnelle (PRIASAN), le financement de l'agriculture par la CEDEAO, les Etats et le secteur privé, les opportunités émergentes de financement et la faiblesse des capacités des Etats, la cohérence des politiques et la coordination interinstitutionnelle, les jeunes et les opportunités d'emplois dans l'agriculture, la prise en compte du genre et l'accompagnement des femmes agricultrices et transformatrices agro-alimentaires, la question de la libre circulation des produits agricoles, la question de la pêche, le dialogue multi-acteurs et l'implication des médias.

En marge des travaux de la 32ème session du Réseau de prévention des crises alimentaires au Sahel et en Afrique de l'Ouest (RPCA), les ministres ont adopté les conclusions des travaux du Comité consultatif pour l'agriculture et l'alimentation réuni les 9 et 10 décembre 2016 à Abuja. Les travaux du comité, appuyé par plusieurs experts, ont porté sur les orientations stratégiques et les axes prioritaires du PRIASAN pour 2016-2025.

Tenant compte des insuffisances relevées lors des dix ans de la politique agricole commune (Ecowap) et de l'évolution du contexte, certaines innovations ont été introduites. Outre la prise en compte des questions de nutrition, de protection sociale, de changement climatique, d'emplois des jeunes et du genre, il faut souligner la volonté affichée de moderniser l'agriculture familiale et de renforcer les capacités professionnelles productives des acteurs.

Déjà le 11 décembre 2016, au lendemain de la réunion du Comité consultatif pour l'agriculture et l'alimentation, le Commissaire chargé de l'agriculture, de l'environnement et des ressources en eau de la CEDEAO, M. Tchambakou Ayassor, a rencontré les acteurs de la société civile pour les rassurer sur les nouvelles orientations de politique agricole et les perspectives pour la sécurité alimentaire. Il a invité les acteurs de l'agriculture familiale au professionnalisme pour améliorer la productivité, les rendements ainsi que leur capacité de gestion et d'accès au marché.

"Il ne s'agit pas d'abandonner l'agriculture familiale au profit de l'agro-business" a nuancé le Commissaire lors de cette rencontre informelle initiée par les représentants de la société civile.

En plus de l'adoption du programme régional d'investissements agricoles de 2ème génération (PRIASAN), la CEDEAO a validé le document de base nécessaire pour doter la politique agricole commune (ECOWAP) horizon 2025, d'un Comité d'orientation stratégique.

La CEDEAO s'est dotée en janvier 2005 d'une politique agricole commune (ECOWAP), en déclinaison du

Programme détaillé de développement de l'agriculture en Afrique (PDDAA), programme opérationnel du NEPAD concernant l'agriculture et la sécurité alimentaire.

L'adoption de cette politique a été le fruit d'un long processus très inclusif de réflexions stratégiques ayant impliqué l'ensemble des acteurs (étatiques, non étatiques, et partenaires). La mise en œuvre effective de cette politique a démarré en 2008, avec la signature en 2009 à Abuja du pacte régional, puis des pactes nationaux par toutes les catégories d'acteurs.

Ces compactes de mise en œuvre de l'ECOWAP et du PDDAA ont débouché sur l'élaboration et l'adoption du Programme Régional d'Investissement Agricole (PRIA) et des Programmes Nationaux d'Investissement Agricole (PNIA). Ces différents programmes ont connu un début de mise en œuvre avec d'une part, des succès et d'autres parts, des insatisfactions de divers degrés et à différents niveaux. L'évaluation participative effectuée en 2015 a conduit à la nécessité de mise en place de nouveaux programmes d'investissements agricoles dits de deuxième génération.

Lors de la cérémonie d'ouverture de l'édition 2016 de la "Semaine du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest", le Président de la Commission de la CEDEAO, M. Marcel De Souza, a insisté sur la nécessité de passer des discours à l'action. "On a fait trop de parlottes, le moment est venu d'agir pour l'atteinte des résultats de l'initiative faim zéro", a-t-il réitéré lors de la rencontre avec les acteurs de la société civile.

En Israël, a renchéri le Président de la Commission, "avec la maîtrise de l'eau et l'amélioration des rendements", environ 2% de la population se consacre à l'agriculture pour nourrir l'ensemble. Alors qu'en Afrique de l'Ouest près de 70% de la population produisent environ 30% du PIB et sont incapables de nourrir entièrement tout le monde sans recours à l'importation.

Se référant à l'exemple d'Israël, M. Marcel De Souza, a insisté sur la nécessité de réduire la dépendance de l'agriculture de la pluviométrie et des aléas climatiques. Pour lui, la forte dépendance de l'agriculture des aléas climatiques ainsi que la non maîtrise de l'eau et des techniques culturales de fortes productivité limitent l'accès des exploitations familiales agricoles et sylvo-pastorales au crédit bancaire.

Au cours de la rencontre avec la société civile, le Président de la Commission de la CEDEAO était entouré du Commissaire chargé de l'agriculture, de l'environnement et des ressources en eau de la CEDEAO, M. Tchambakou Ayassor et du Directeur de l'agriculture, M. Sy Alain Traoré.

En raison de la situation sécuritaire et alimentaire très critique dans le Nord du Nigeria et dans le bassin du lac Tchad, une cérémonie spécifique de mobilisation générale et d'appel à la solidarité a été organisée au cours de la journée.

La réunion du Réseau de Prévention et de Gestion des Crises Alimentaires au Sahel et en Afrique de l'ouest (RPCA) et les activités de la semaine du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest prennent fin le vendredi 16 décembre 2016.

BETA/AFRIPERF

Hubrural.org/